La CFDT demande à l'administration de prendre enfin ses responsabilités !

Les derniers événements qui se sont produits au sein de la BSI de Grenoble montrent qu'il est grand temps de retrouver le chemin du dialogue et de la sérénité au sein d'un service en souffrance depuis plusieurs années, pour des raisons diverses. S'il arrive que des tensions internes traversent la vie des brigades, chacun se doit de toujours garder son sang froid et de respecter autrui.

Pourtant il ne semble pas, pour ce qui concerne la BSI de Grenoble, que l'administration ait décidé de prendre le bon chemin. Nous en voulons pour preuve le processus de nomination d'un 2ème adjoint, décision qui nous semble emprunte de partialité.

Nous avons listé plusieurs points qui nous paraissent essentiels à mettre en avant :

* L'agent désigné est en Douane depuis 2013 (soit 4 ans d'expérience dont 2 en catégorie B), contrôleur depuis 2015. Censé être muté au 31/12/2017, il a été mis à disposition à la BSI de Grenoble 2 mois avant la date officielle de mutation, soit depuis le 02/11/2017. Dès sa prise de service à Grenoble, les collègues apprennent par une note administrative de la DR de CHAMBERY sa nomination en tant que deuxième adjoint.

Conclusion : Nous dénonçons l'opacité totale sur le processus de nomination, ainsi que l'absence d'appel à candidature sur cette fonction importante au sein de l'unité, en cette période de contexte difficile avec le départ précipité du CSDS et du chef divisionnaire.

Pourtant, la brigade est composée de plusieurs agents de catégorie B ; à savoir : 1 contrôleur principal, 3 contrôleurs de 1ère classe et plusieurs contrôleurs de 2ème classe, tous plus anciens en douane et dans le grade que l'agent qui a été nommé second adjoint.

Pourtant, parmi ces contrôleurs : un C1 et un C2 qui ont respectivement 10 ans et 14 ans d'expérience en Douane, ont fait acte de candidature spontanée pour le poste de deuxième adjoint par voie de 882 dès le mois d'octobre 2017. Quelle autre possibilité de se faire connaître lorsqu'on ne peut répondre à un appel à candidature officiel, et qu'aucune réponse n'est revenue du DR à ce jour ?

Cette nomination-arbitraire est ressentie comme vexatoire et humiliante par une majorité des collègues de l'unité.

* En effet, en quoi les agents présents à la BSI de Grenoble depuis de nombreuses années ne disposent-ils pas des qualités requises pour occuper le poste d'adjoint ?

* En quoi sont-ils moins aptes et moins compétents ?

* En quoi cette nouvelle recrue est-elle plus légitime que les autres ?

Pourquoi un appel à candidature suivi d'entrevue(s) n'a-t'il pas été organisé au sein de ce service ?

Comment, dans ces conditions, demander à des agents d'être motivés pour accomplir leurs missions quotidiennes, au sein d'une brigade divisée sur ses valeurs travail et organisationnelles ?

Cela démontre le peu de respect et de considération qui est accordé aux agents de la BSI de Grenoble !

La CFDT interpelle directement le Directeur Régional et la Directrice Interrégionale pour que soient mises en place des procédures de nomination transparentes et que des actions de médiations soient menées au sein de l'unité, ce afin de permettre un retour à la sérénité. Les agents de l'unité ont mérité de travailler dans les meilleures conditions possibles, dans un cadre fixé par la doctrine d'emploi des services de la Surveillance, à l'instar de ce qui se pratique dans les autres unités de la direction régionale de Chambéry.